



LÉGISLATIVES Les Français qui résident en Suisse et au Liechtenstein éliront leur futur député les 3 et 17 juin. Ils sont 21 candidats au premier tour

Une circonscription très convoitée



La possibilité de siéger au palais Bourbon nourrit les ambitions de nombreux candidats en Suisse. LE FIGARO

PHILIPPE VILLARD

Le fromage électoral suisse aigüise les appétits de 21 candidats à la députation dont certains donnent du mordant à la campagne. Un ancien diplomate (Bernard Garcia), un ancien défenseur des petits porteurs d'Eurotunnel (Nicolas Miguet), des indépendants de tout bord, des dûment encartés, des implantés en Suisse ou des transplantés de France, des sérieux ou des prétendant parfois à sourire... les prétendants au siège du Palais Bourbon forment un impres-

sionnant cortège aux motivations très diverses.

Cette campagne qui constitue une première «*nous place tous sur la même ligne de départ puisqu'il n'y a pas de sortant*», souligne l'UMP Claudine Schmid. Certes mais, dans cette épreuve où il faut jouer des coudes, le dossard compte. Et la Zurichoise espère que celui de l'UMP sera suffisant pour faire la course en tête.

Pour les candidates et candidats défendant les couleurs de formations politiques installées

dans le paysage politique français, ce sera d'abord une affaire de débrouillardise. Hormis un sénateur des Français de l'étranger, de droite ou de gauche, venu faire une apparition ici ou là, il ne faut guère espérer le renfort d'un poids lourd de la politique hexagonale dans l'arène helvétique.

Les «*éléphants*» ont trop à barriquer pour soutenir des candidats en péril dans des circonscriptions à risque ou sont trop occupés à mener leur propre combat: «*Quand Nicolas Sarkozy fait plus*



Le Journal du Jura
2501 Bienne
032/ 321 90 00
www.journaldujura.ch

de 60% des voix en Suisse, les cadres de l'UMP estiment que les efforts doivent se porter ailleurs», poursuit la candidate de l'opposition.

Des femmes entre elles

Comme ses adversaires principaux, elle redoute cette pléthore de candidats qui signifie une grande dispersion des voix. Même si certains d'entre eux feront une «campagne fantôme» et n'imprimeront pour la plupart ni profession de foi ni bulletins de vote. Seul, l'indépendant Pierre Jean Duvivier, spécialiste du Net et des réseaux sociaux, a clairement opté pour la stratégie d'une campagne en ligne très active.

En revanche, un peu de buzz médiatique autour d'un profil de ministrable potentielle, ça vous rehausse la notoriété d'une candidature. La Genevoise Nicole Castioni a profité du premier effet Hollande. Il lui a suffi de sortir du siège du parti pour que rumeurs et bruits de couloirs la propulsent au cœur du pouvoir. «C'est vrai que j'ai été à Paris, mais j'ai été la première surprise par tout ça, je ne sais pas d'où c'est parti», confie-t-elle. Le deuxième effet Hollande «c'est qu'il dynamise notre campagne et laisse en-

trevoir une possibilité pour le changement.»

Occupées à ferrailler entre le plateau dominical de La Soupe à celui d'Infrarouge en passant par médias interposés, celles que l'on présente comme les deux figures de proue de la campagne devraient se méfier de la troisième femme.

Draguant l'électeur en quadrillant le pays d'apéros en conférences-débats, arguant de son expérience politique à l'exécutif genevois, bûchant ses dossiers et se montrant pugnace, sinon cassante dans un des rares débats de cette campagne, Micheline Spoerri fourbit ses armes.

Engagée «sans étiquette», elle se revendique de la droite libérale et considère que «c'est l'UMP qui a décidé de ma candidature en refusant de m'auditionner pour une investiture».

«Si l'UMP l'avait choisie, elle avait un boulevard devant elle», estime d'ailleurs Nicole Castioni qui connaît bien et apprécie son adversaire. Mais le rôle pourrait aussi revenir à la centriste Marie-Françoise d'Anglemont de Tassigny qui affiche le soutien de Jean-Louis Borloo tout en considérant «qu'il est difficile d'exister politiquement hors du binôme PS /UMP».

N'importe qui sauf...

Ainsi, autour de questions de légitimité, on voit s'esquisser les clivages qui travaillent la droite et laissent percer, dans le cercle des Français de l'étranger, un étrange non-dit qui reviendrait à une ligne se résumant à «n'importe qui sauf Claudine Schmid».

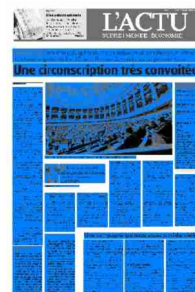
Tranquille, volontiers bonhomme, enrobant son ironie de rondeur, Serge Cyril Vinet n'infirme pas la thèse. Cet indépendant, si proche de l'UMP qu'il déclare n'en être «ni radié, ni suspendu, ni désavoué» par les instances du parti. Fort de sa revue «France Magazine» destiné aux expatriés et du soutien de Christian Poncelet, l'ancien président du Sénat, il s'est lancé dans la bataille pas fâché de déranger.

«Je suis à droite, mais je ne voterai pas pour elle, personne n'en veut», confie une militante venue assister à une réunion organisée à Fribourg (lire ci-dessous). Sur le sujet, Micheline Spoerri coupe court déclarant «ne pas être une femme d'appareil». «J'espère qu'elles vont s'entre-tuer et que l'on pourra figurer au second tour», conclut, réaliste, Nicole Castioni.



« Je ne suis ni radié, ni suspendu, ni désavoué par les instances de l'UMP ».

SERGE CYRIL VINET CANDIDAT INDÉPENDANT



Le Journal du Jura
2501 Bienne
032/ 321 90 00
www.journaldujura.ch

TOUS LES CANDIDATS

UMP Claudine Schmid

PARTI SOCIALISTE Nicole Castioni

LES VERTS Ximena Kaiser Morris

PARTI RADICAL Marie-Françoise
d'Anglemont de Tassigny

PARTI RADICAL DE GAUCHE
Laila Barki

FRONT DE GAUCHE Magali Orsini

FRONT NATIONAL Christiane
Floquet

DIVERS

Parti Social démocrate

Européen: Joseph Kuzsli.

Parti Pirate: Romain

Devouassoux.

Solidarité et progrès: Odile Mojon.

Rassemblement pour l'initiative

citoyenne: Didier Tailliez

Parti capitaliste international:

Sébastien Jacques.

INDÉPENDANTS Bernard Garcia,

Guy Broustine, Pierre-Jean

Duvivier, Nicolas Miguet,

Micheline Spoerri, Serge-Cyril

Vinet, Didier Salavert, Christian

Robert, Gérard Andrieux.

DES SOUS

Parmi les 21 candidats, certains, même porteurs d'une étiquette reconnue, sont surtout en service commandé. Il s'agit pour eux de récolter des voix qui, comptabilisées au niveau national à l'issue du scrutin, permettront à leur parti de bénéficier d'un accès au financement public de la vie politique. Les formations ayant présenté des candidats obtenant chacun au moins 1% des suffrages exprimés dans au moins cinquante circonscriptions, touchent 1,63 euro par voix obtenue, chaque année pendant cinq ans.

MODE D'EMPLOI

Le scrutin par internet est ouvert depuis mercredi 23 mai. Pour les 11 circonscriptions de l'étranger le premier tour est agendé au 3 juin (le 10 en France métropolitaine) et le second le 17 juin, en France et à l'étranger.

Ne seront qualifiés au second tour que les candidats ayant recueilli les suffrages d'au moins 12,5% des inscrits.

Si un seul candidat atteint ce seuil, le candidat ayant obtenu après celui-ci le plus grand nombre de suffrages au premier tour peut se maintenir au second tour. Si aucun candidat n'atteint ce seuil, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour restent en lice pour le second.



Une campagne qui reste assez confidentielle

Cette semaine Claudine Schmid tenait une réunion à Lausanne. Nicole Castioni en organise une à Zurich. Hier matin, Marie-Françoise d'Anglemont de Tassigny avait choisi le site du téléphérique du Salève pour parler des questions de territorialité et de mobilité en compagnie des trois candidats centristes aux législatives dans les circonscriptions de Haute-Savoie... Dernièrement les Verts Libéraux conviaient une dizaine de candidats à deux tables rondes consacrées à la libre circulation et au nucléaire...

Dans la nouveauté de cette élection, chacun s'agit pour faire campagne à sa manière tout en cherchant, en plus du web et des réseaux sociaux, des relais médiatiques car il reste difficile de déplacer les foules dans une circonscription à l'échelle du pays.

Après une réunion semblable à Lugano, Micheline Spoerri et son suppléant Jean Patrick Bourcart avaient ainsi réservé, mercredi soir, un des salons d'un hôtel fribourgeois pour aller à la rencontre de ces expatriés. Ils étaient une petite quinzaine à s'être déplacés pour un échange qui oscillait du formel à l'informel pour se clôturer autour d'un apéro.

«Impôt sur la réussite»

Pour Micheline Spoerri, ces rencontres

permettent de relayer un message politique qui confirme son ancrage libéral. Si elle entend «veiller à la qualité des relations franco-suisse», elle attire l'attention sur les failles qui menacent l'Europe. «Il existe des risques de discrimination dans la libre-circulation comme dans la monnaie. Ce sont deux éléments que l'on croyait consolidés dans la construction européenne, or ils ne le sont pas», analyse-t-elle.

Et en ce qui concerne les expatriés, elle agite en cas de victoire de la gauche aux législatives le risque «d'une France rose-rouge» qui, forte de sa majorité dans les deux chambres, pourrait changer la constitution à sa guise et «installer une VIe République».

Elle dénonce encore «l'impôt sur la réussite» basé sur la proposition du parlementaire devenu ministre du Budget, Jérôme Cahuzac. Il a émis la possibilité de taxer sur le revenu les Français de l'étranger. Tout comme elle dénonce une «taxe discriminatoire» qui pourrait frapper les résidences secondaires hexagonales des ressortissants français établis à l'étranger.

Ce sont là des propositions qui pourraient se concrétiser lors de la session extraordinaire du parlement français prévue le 3 juillet et consacrée à la réforme fiscale. **PHV**